

Réunion Grand Débat organisée par la Municipalité

le lundi 04 mars 2019 à NIEVROZ (salle des fêtes)

Animation par une personne Garante de la Commission Nationale du Débat Public et en partenariat avec la Mission Nationale du Grand Débat

Cette réunion fait suite à un premier « cahier de doléances et propositions » mis en place en Mairie dans le cadre de « l'action Association des Maires Ruraux de France » du 08 décembre 2018 au 11 janvier 2019. Un deuxième cahier a également été mis en place en Mairie du 14 février au 14 mars 2019 dans le cadre de « l'action nationale Grand Débat ».

(Les prises de notes ont été réalisées par les participants aux 4 ateliers thématiques en intégrant les éléments d'échanges avec l'ensemble de la salle lors de la restitution globalisée)

Fiscalité et dépenses publiques

Constat général : Trop d'impôts. Ceux-ci sont flous et leur utilisation n'est pas transparente

1. L'impôt sur le revenu est le plus injuste

Propositions :

1/ Tout le monde devrait payer l'impôt sur le revenu même pour une contribution minime. L'impact sur le sentiment « citoyen » serait très fort par cette participation de TOUS. Les citoyens sont conscient que le prélèvement de ses petites sommes couleraient peut être plus cher que la somme récoltée mais le sentiment de TOUS contribuer passe avant ce surcout. Avec le prélèvement à la source le surcout serait de plus, diminué.

Participer à l'impôt c'est être citoyen et responsable. C'est un moyen de solidarité entre les français. Donc tout le monde devrait le payer.

2/ Augmenter le nombre de tranches d'impositions pour les salaires moyens car ce sont les plus impactés.

Problème : les veuf (ve)s se sont vu retirés une demi part. Les célibataires sont également plus imposés que les couples → 2 situations injustes.

2. CSG :

Problème :

- double imposition : 1 fois sur le salaire (du brut au net) et encore une fois dans le montant de l'assiette de l'impôt sur le revenu → injuste.

Proposition :

- choisir une seule imposition pour cet impôt.

3. Utilisation des impôts :

- utilisation trop flou !

- sénateurs et politiques

Problèmes :

- ils sont payés / indemnisés même après la fin de leur mandat.

- ils bénéficient d'un double régime de retraite

- les anciens présidents coutent très cher

- frais annexes trop importants et non justifiés pour des personnes qui gravitent autour du président / représentants élus et qui n'ont pas à bénéficier de protection ou indemnisation particulière...

Propositions :

- ils ne devraient toucher leurs retraites (concernant leur mandat) qu'au prorata du temps de mandat effectué.

- ne payer la retraite des anciens présidents qu'à partir de l'âge légal de la retraite (et non directement après la fin de leur mandat)

- payer un député ou sénateur seulement pour les séances auxquelles il est réellement et physiquement présent (problème des hémicycles vides).

- ne voter ou débattre des lois qu'à des horaires définis et corrects (pas de nuit ou jusqu'à 3h du matin car il faut payer le personnel en conséquence en horaires de nuit)

- supprimer les anciennes primes (exemple : le prime charbon est toujours versée à certain personnel de l'assemblée national → incohérent)

- stop au cumul des mandats et au cumul des indemnités. Les élus méritent une indemnité pour leur mandat, mais seulement dans la mesure où ils sont présents en séance !

- privilégier les transports « commerciaux » et non privatifs pour les déplacements officiels.
- ne pas prendre en charge les déplacements à titre personnel (avec tout l'entourage)
- les anciens hommes politiques pourraient continuer à toucher leur indemnité mais seulement pendant un temps imparti (1 an ?) le temps de retrouver du travail dans la société civile.

- Les fonctionnaires:

Problèmes :

- beaucoup trop nombreux et mal répartis
- garder des fonctionnaires juste pour leur statut alors que ceux-ci ne sont pas employés à bon escient (« mis au placard »)

Solutions :

- privilégier parfois le secteur privé plutôt que le public dans certains domaines ! (pas dans tous les domaines pour ne pas recommencer le scandale des autoroutes, quasiment données à des sociétés privées).
- mieux former et utiliser les fonctionnaires mis au placard – faciliter la mobilité et les contrats dans la fonction publique.

- les recettes publiques

Problèmes :

- **L'ETAT VEND A PRIX DERISOIRE LES SOURCES DE RECETTES** (autoroutes / barrages hydrauliques etc)

Solution :

- garder ces sources de recettes donc l'investissement a été financé par TOUS les français et ne pas les vendre à des sociétés privées pour des sommes ridicules

4. Chômeurs /RSA et aides sociales

Problèmes :

- trop d'acquis sociaux pour des personnes qui n'ont pas cotisés
- **PAS ASSEZ DE CONTROLE** sur la distribution des aides (minimum vieillesse, Caf etc...)
- les aides ne sont pas utilisées pour leur objet principal par les bénéficiaires (ex : l'allocation rentrée scolaire)

Solutions :

- les aides sociales **dans leur ensemble** doivent être distribuées au prorata de ce que les bénéficiaires ont cotisés.

- plus de transparence sur la distribution des différentes aides
- plus de contrôle des bénéficiaires des aides (utiliser et former les fonctionnaires mal utilisés ou mis au placard).
- verser les aides autrement qu'en liquidité sur le compte bancaire du bénéficiaire (ex : carte virtuelle dédiée à des achats de papeteries / bon pour l'alimentation etc..)
- mettre une photo sur la carte vitale pour vérification des identités
- CMU / minimum vieillesse : devoir justifier en personne tous les ans de sa situation pour renouvellement de ses droits (ex : éviter de payer des retraites à des personnes décédées depuis des années à l'étranger)
- chômeurs et RSA : donner quelques heures de travail aux services publics en contrepartie de leurs indemnités

5. Taxe sur les ordures ménagères :

Problème :

- Elle est calculée par rapport au nombre de m² → injuste. Une personne dans un 100 m² jette moins d'ordures que 4 personnes dans un 60m²

Solution :

- établir le calcul sur la base du nombre de personnes constituant le foyer (selon la déclaration faite à l'administration fiscale ? à voir)

6. ISF / impôts sur les sociétés

- La suppression de l'ISF est une bonne chose. Les grand(e)s patrons / fortunes resteront en France et créeront des emplois.
- Il faut taxer les sociétés géantes (Amazon , Google ...)
- Taxe sur l'audiovisuelle : est-elle encore juste et pertinente ? Les abonnés aux « box » payent déjà un abonnement pour accéder au service de la TV. Ils ont l'impression de payer double (la taxe audiovisuelle + abonnement box).

Conclusion : Personne n'est contre de payer des impôts ! Mais il est nécessaire de les redistribuer intelligemment, de ne pas les gaspiller, et de donner aux citoyens une vision transparente de leur utilisation.

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Ressources limitées → devenir de la couche d'ozone ?

Dérèglement climatique → En lien avec les Catastrophes naturelles ?

Vit à « crédit ».

Engagement à limiter les gaz à effet de serre.

→ Comment financer ces changements ?

→ Constats et propositions :

Au niveau local :

Eviter de prendre la voiture au quotidien → sécuriser les routes, les trottoirs, pistes cyclables.

Développer les transports en commun mais attention aux coûts et horaires → demander un transport à la demande type transport solidaire à la Boisse (pour exemple).

Baliser et équiper les chemins.

Développer les espaces verts.

Au niveau national :

- Développer le tri → Instaurer une taxe
- Recommencer la consigne des bouteilles
- Mieux consommer → Eviter les suremballages → Sensibiliser à la consommation chez les producteurs.

→ Pourquoi est-on obligé de revendre l'électricité au lieu de pouvoir l'utiliser ?

→ Pas de possibilité (simple et efficace) de stockage de l'électricité !

→ Demander les transports en commun gratuit, site de stationnement gratuit, tarifs, mais attention : trains en retard,

→ Monde → meilleure réponse aux besoins.

Rhône navigable → Saône navigable → réponse (pour exemple) : les décisions locales ont fait les prendre, mais perte de certains budgets d'où retard de financement du projet.

Navette fluviale locale existante mais financements perdus sur le sujet de l'écluse du secteur.

Manque de parking relais dans les périphéries pour accéder à la ville.

⊗ Prix des voitures « Ecologiques » pas accessible + voitures polluantes transférées dans les pays pauvres. Attention aux voitures électriques car l'électricité doit être produite !

- Développer les voitures à l'hydrogène.
- Enfouissement des déchets, attention vigilance ...

Nucléaire propre ? Pas de volonté de la part des gros industriels ! Transformer les centrales actuelles pour faire une énergie nucléaire propre ?

- → manque d'argent → manque de volonté d'innovation. Un exemple néanmoins, le projet ITER.
- → Manque de transparence en matière de production d'énergie.
- Lever le secret-défense sur les déchets nucléaires et le armes chimiques enfouies dans la mer baltique et du nord, produites lors de la 1^{ère} et 2^{ème} guerre mondiale.

D'une manière générale : améliorer ce qui existe, meilleur analyse et meilleur réponse.

Revenir au solidaire.

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

La démocratie n'est pas égale entre les citoyens, elle est mal appliquée.

La citoyenneté n'est pas toujours respectée, il y a trop d'individualisme.

Il faut également de l'information, des échanges, des débats (sites internet).

Pour les politiques, deux mandats suffisent, il faut (doivent) rendre des comptes sur la gestion des mandats.

Deux mandats seulement comme dans les pays Scandinave.

Référendum et modification de l'article 3 et 89 de la constitution.

Pas soumis (ou contraints) à des décisions, ils ne se servent que des bulletins de vote...

Etre citoyen, c'est s'intéresser à tout et pas seulement à son « nombril ».

Rétablir l'obligation de vote et prendre en compte les bulletins blancs (comptabilisés).
Tenir compte de plus de proportionnelle.

Les promesses électorales n'engagent que ceux qui les reçoivent...

Elire des représentants et se sont ces représentants qui doivent prendre les décisions.

Amélioration du régime parlementaire.

Proposer des lois sans dire de quel parti elles dépendent (ou par quel parti elles sont proposées, c'est le contenu du projet de loi qui importe).

Chaque citoyen doit avoir droit à la parole.

Mais attention, complexité dans les lois – difficile de traiter par des référendums certains sujets.

Le référendum peut être fait au plan départemental, régional ou local.

Plus d'implications de l'état dans la vie de tous les jours (décisions collégiales).

Organisation de l'État et des services publics

3 thèmes abordés

Éducation

Ce qui ne va pas :

- manque de moyens
- classe surchargée
- problème de salaire des enseignants : 1 600 € au démarrage + gel des salaires des fonctionnaires
- manque d'adaptation du corps enseignant à la diversité des élèves
- beaucoup d'enseignants ne sont pas formés ou sont vacataires

Proposition :

- revoir la formation des enseignants pour les adapter aux nouvelles évolutions et à la diversité des enfants
- accompagner les enseignants dans les premières années de carrière

Santé

Ce qui ne va pas :

- salaires d'entrée trop faibles
- manque de moyens
- déserts médicaux

Ce qui va :

- le développement des centres médicaux
- le système de santé en France est bien par rapport à l'étranger

Proposition :

- affecter les médecins à des postes en fonction du rang de sortie de l'université
- ouvrir la possibilité du financement de la santé par les particuliers pour donner plus de moyens au système de santé
- Adopter des tarifs de consultation aux horaires comme pour les pharmacies de garde
- Revoir la répartition des fonds publics entre les établissements de santé pour la rendre plus équitable.

Défense

Le budget de la défense ne doit pas servir de variable d'ajustement du budget de l'état

Proposition :

- Faire un effort pour moderniser la dotation en matériel des personnels de Défense. Exemples donnés où les personnels achètent eux même leur équipement individuel pour avoir du bon matériel faute d'en recevoir.